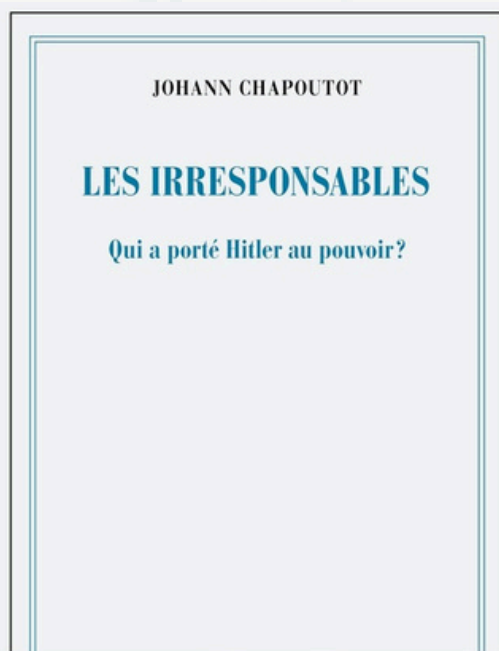


ANALYSE



LES IRRESPONSABLES :
QUI A PORTÉ HITLER AU
POUVOIR ? (JOHANN
CHAPOUTOT)



JOHANN CHAPOUTOT

Le livre commence par le récit d'un événement lourd de sens : en 2019, le chancelier Franz von Papen se présente devant le siège de la CDU pour mettre en garde contre l'alliance avec l'extrême droite. Mais voyons, en 2019, n'est-il pas mort ? Il aurait cent quarante ans...

En fait, c'est sa pierre tombale qui a fait le voyage, en compagnie du « Centre pour la beauté en politique », un collectif d'activistes, désireux d'alerter le parti de droite modérée sur des apparentements dangereux.

Serions-nous aujourd'hui menacés d'un *remake* des années trente ?

En fait, c'est à une grande leçon d'historiographie que se livre ici Johann Chapoutot, leçon dont la première ligne est précisément qu'il ne faut pas lire l'histoire de façon téléologique, c'est-à-dire ne pas lire l'histoire de la République de Weimar à la lumière du Troisième Reich, ni d'ailleurs voir dans le NSDAP de 1932, déjà, les bourreaux de Treblinka.

Et c'est aussi une invitation à ne pas céder au fatalisme, à ne pas croire que tout est déjà joué : en jalonnant de façon minutieuse les événements qui ont amené à la nomination de Hitler comme chancelier, Chapoutot montre, en faisant appel à l'histoire « contrefactuelle », que les choses auraient pu tourner autrement. En pointant les similitudes, mais aussi les différences entre les années trente et notre présent, c'est à un engagement à la fois intellectuel et politique que l'auteur nous invite.

Dans quelques pages d'« ego-histoire » bienvenues, l'auteur convoque un élève de 3^e, le jeune Chapoutot, pour faire le point sur ce qui a changé dans l'enseignement de l'histoire. Que racontent ses manuels ? Le magistère intellectuel du matérialisme historique (Vovelle, Agulhon, Le Roy Ladurie) souligne l'importance de la séquence 1929-1933/34, cependant que l'historiographie de droite (François Furet) « relie les criminalités de masse du XX^e siècle (stalinisme et nazisme, pour l'Europe) entre elles, et les réfère à la matrice révolutionnaire française ». Idée qui fera fortune avec la célèbre Querelle des historiens (*Historikerstreik*), illustrée notamment par Nolte, pour qui le nazisme n'est jamais qu'une réponse au bolchevisme.

L'élève de 3^e note que « la peur du bolchevisme pousse les milieux d'affaires à financer le parti nazi ». L'historien d'aujourd'hui admire la richesse et la précision des manuels d'alors, tandis que les manuels d'aujourd'hui, plus pauvres, n'incitent pas à la réflexion, parlent de « totalitarisme », « concept abandonné depuis longtemps par les historiens du nazisme et du stalinisme » et qui n'explique rien.

En bref, l'élève de 3^e était déjà en mesure de penser ce que l'historien résume aujourd'hui :

« L'arrivée des nazis au pouvoir procéda d'un choix, d'un calcul et d'un pari. Choix des élites économiques et patrimoniales [...] Calcul d'une rationalité froide : face aux gains continus du parti communiste [...] la force militante du NSDAP offrait un contrepoids rassurant, qu'il fallait à tout prix mettre au service d'une défense résolue de l'ordre social et économique. Pari, enfin : les nazis étant inexpérimentés, les flanquer de politiciens madrés et éprouvés permettrait de les domestiquer [...] »

Après quoi, Weimar disparaît quasiment des manuels.

Or, qu'est-ce que Weimar, cette petite ville choisie en 1919 pour accueillir l'Assemblée constituante élue le 19 janvier au suffrage enfin universel (masculin et féminin) ? Ville bourgeoise et conservatrice, qui, dès 1920, donna des majorités aux nazis. Mais c'est là que fut rédigée « une Constitution libérale, démocratique et parlementaire, mais aussi sociale, qui tenait enfin, soixante-dix ans plus tard, les promesses de 1848 et du printemps des peuples. »

On se permettra une nuance : cette République fondée sur l'écrasement de la Révolution de novembre a été assez peu « sociale », comme en témoignent les luttes ouvrières et les révoltes paysannes qui l'ont scandée, ce que l'auteur signale. Et il a raison de qualifier Weimar de « République des marginaux » : la (relative) libération des mœurs, l'essor des activités artistiques de tous ordres, sont une réalité – que les nazis ne manqueront pas de stigmatiser. « Weimar » est donc un signifiant complexe, qui désigne un ensemble socio-temporel au cours duquel s'affrontent des réalités contradictoires, et dont l'issue n'était pas prédite. Rappelant qu'il ne faut pas confondre étiologie (recherche des causes) et téléologie, Chapoutot conclut : « Les causes ne sont jamais des causes finales. »

Il s'agit donc de démontrer dans le détail ce que l'élève de 3^e avait bien compris. Pour ce faire, l'auteur a fait appel à toutes les sources que sait mobiliser l'historien, dépouillement des ouvrages historiques, archives, mémoires des protagonistes, journaux personnels ou lettres, mais il précise : « Nous travaillons avec une documentation lacunaire à plus de 90 % » : destructions dues à la guerre, politique d'effacement des traces dès 1942, toilettage opportun de nombreuses archives privées...

Pour autant, la démonstration est détaillée et minutieuse.

On n'en retracera pas tous les épisodes, notamment les péripéties électorales et autres qui se succèdent et qui pourtant sont fort instructives, qu'il s'agisse de la corruption liée à l'indemnisation des grandes propriétés agraires de l'Est (*Osthilfe*), du caractère « hors sol » du gouvernement Papen, le « cabinet des barons » comme l'avait surnommé le SPD, des grèves où le syndicat nazi emboîte le pas au syndicat communiste pour paralyser les transports berlinois, des différences entre « révolution conservatrice » et nazisme, du rôle du juriste Carl Schmitt – dont l'auteur montre combien ses idées ont influencé les constitutionnalistes français en 1958... – ou du magnat de l'industrie Hugenberg, que Chapoutot qualifie de « Führer oublié des années 1928-1933 » : « il a transformé l'espace et le débat publics allemands en incubateurs des idées d'extrême droite » et serait un précurseur de la « post-vérité »...

On retiendra surtout l'analyse de la manière dont le nazisme a fait la conquête des milieux patronaux.

Le programme du parti nazi n'est pas très différent de celui du « libéralisme autoritaire » : baisse de l'impôt sur les entreprises, dérégulation massive, abrogation du salaire minimum de branche, pas de limitation du temps de travail, diminution des prestations sociales, à remplacer par la charité privée.

Mais lors du meeting du Club de l'industrie de Düsseldorf, en janvier 1932, Hitler y ajoute un élément fondamental : « L'économie n'est qu'une des fonctions dont le peuple a besoin pour pouvoir exister. Ce qui est essentiel, c'est le point de départ : le peuple, la race. » (Hitler, cité p. 214)

Le nazisme est un inégalitarisme, qui s'oppose frontalement à l'idéal de la Révolution française : discours qui plaît à des patrons « dont les idées conservatrices, inégalitaires et volontiers racistes, consistent à naturaliser leur domination par l'idéologie du don (les êtres "doués" dominant), du mérite. »

Dans le même mouvement, Hitler vise aussi la démocratie d'entreprise, « celle de la révolution de 1918 et des accords Stinnes-Legien, concédés en panique par un patronat en déroute qui, le 15 novembre 1918, a signé tout ce que l'on voulait pour contenir le mouvement des occupations d'usine et les expropriations en cours... » Ces accords (journée de huit heures, semaine de cinq jours, représentativité syndicale, forme de cogestion) avaient déjà été rognés sous Weimar par la droite, de 1923 à 1928, mais pas suffisamment au goût du patronat.

C'est ainsi que « partout en Occident, racisme et darwinisme social ont été mêlés en une synthèse harmonieuse qui justifiait la pratique du capitalisme le plus inhumain ainsi que du colonialisme le plus agressif. »

La nécessité d'éradiquer le chômage pourrait indiquer un versant « social » qui figurait d'ailleurs dans l'intitulé du parti. Hitler l'explique sans ambages : les masses appauvries « éprouvent un sentiment de solidarité avec les prolétaires des autres races » (Hitler, cité p. 220), ce, au détriment de l'appartenance à leur propre peuple. Pour y parvenir, il faut augmenter les exportations et surtout étendre l'espace vital, à l'Est.

Les quelques concessions « sociales » du discours nazi sont « un leurre pour attirer un électorat qui, sinon, serait tenté par la gauche. » Le nazisme est favorable au capital, hostile au mouvement ouvrier ; « lesdits ouvriers ne s'y trompent pas qui, contrairement à ce que l'on peut lire dans certains manuels ou publications de seconde main, n'ont jamais majoritairement porté leurs suffrages vers le NSDAP. Il en va de même des chômeurs. »

Et le patronat ne s'y trompe pas non plus. Le 19 novembre 1932, des « personnalités majeures du monde économique » demandent à Hindenburg de choisir Hitler comme chancelier. Les historiens est-allemands érigent ce texte en preuve que le *Monopolkapital* avait choisi Hitler pour perpétuer sa domination ; une contre-historiographie argue que le nombre des signataires est restreint, mais l'argument est réfuté par la qualité des signataires : PDG, grands armateurs, présidents des CCI de Berlin, Hambourg, Hanovre... Malgré la « tentative Schleicher », lequel a constaté que le mouvement nazi reculait un peu partout et a cherché l'appui des syndicats, la stratégie de *Querfront*, front en diagonale, qui consiste à « dépasser les appareils pour construire une alliance de groupes sociaux », échoue. Même si l'histoire contrefactuelle montre qu'on aurait pu éviter un chancelier Hitler, l'histoire historique est têtue.

En épilogue, Chapoutot décrit les échos entre notre actualité et l'Allemagne de 1932.

Est-ce légitime ? Il s'insurge contre la « césure » passé-présent, prétexte pour empêcher toute inférence entre la recherche historique et la lecture de l'actualité politique.

Or, cette double lecture s'avère parlante. Aujourd'hui et alors, « le chaos politique, la dévastation du vivant, l'explosion des inégalités, la sécession des riches ». Aujourd'hui et alors, « la condamnation des “extrêmes” et la précision, immédiate, que certains sont plus extrêmes que d'autres. »

Et certains clins d'œil font sourire, quand l'auteur rappelle que Hindenburg « n'aura jamais un mot de remerciement républicain pour les ancêtres de ces castors électoraux que l'on invite régulièrement à faire barrage à l'extrême droite » !

Chapoutot en vient à revendiquer pour sous-titre générique de son ouvrage le terme « d'essai d'histoire partielle » : c'est ce que se proposait Jules Isaac, en 1942, quand, dans *Les Oligarques* (ceux du temps de Périclès), il pointait les similitudes entre la « démocratie » athénienne et la France de Vichy.

Le lecteur est sans doute bien prêt à admettre les raisons de la « séduction » que le nazisme a exercée sur les dirigeants politiques et économiques occidentaux. Mais, selon nous, le plus important et le moins attendu réside dans la proposition finale de Chapoutot, qui déconstruit radicalement le « récit fabulé depuis 1945 : les démocraties libérales ont vaincu les totalitarismes étatistes, les autoritarismes dirigistes, etc.

Rien de cela n'est pertinent pour penser le nazisme [...] Parler de “libéraux-autoritaires” pour qualifier cette droite qui, déjà, se présente comme *le camp de la raison en lutte* contre les “extrêmes”, une droite imbue de sa compétence autoproclamée, d'une politique qui *va finir par porter ses fruits*, et convaincue d'être désignée, presque de droit divin, pour occuper le pouvoir en dépit de tout, peut surprendre, tant on oppose le libéralisme à l'autoritarisme. Or leur coalescence est ancienne... »

Dès 1946, Amadeo Bordiga, l'un des fondateurs du parti communiste italien, affirmait à contre-courant que le fascisme avait gagné la Seconde Guerre mondiale. Ce que Chapoutot ajoute, avec le recul du temps, c'est la « réplique » d'aujourd'hui, au sens sismique, ou plutôt la « récurrence » pour emprunter le titre de l'ouvrage de Michaël Foessel, *Récurrence*. 1938 (2019) : mise en garde, mise en alerte.



Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.